

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU DU SYNDICAT
DU 28 SEPTEMBRE 2021**

JP/PF

OBJET : 2.1.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES – ORGANISATION TEMPS DE TRAVAIL BASE 1607 H

L'an deux mille vingt-et-un, le vingt-huit du mois de septembre à neuf heures trente, le BUREAU DU SYNDICAT DES EAUX DU BASSIN DE L'ARDECHE - S.E.B.A. -, dûment convoqué par le président du Syndicat, s'est réuni au siège du Syndicat, sis 80, avenue de la République à LARGENTIÈRE, sous la présidence de M. Jean PASCAL, président du Syndicat.

Conformément aux statuts du Syndicat et aux dispositions du règlement intérieur du syndicat, sont présents à la délibération suivante :

NOM Prénom	Collectivité représentée	Présent-e ou supplé-e	Supplé-e par pouvoir donné à
PASCAL Jean	FAUGÈRES	X	
GARRIDO Jean-Manuel	ST-ANDRÉ-DE-CRUZIÈRES	X	
ARCHIMBAUD Patrick	VALS-LES-BAINS	X	
DURAND Jean-Luc	PONT-DE-LABEAUME		
MERINE Philippe	ST-PRIVAT	X	
MARRON Jacques	SIAEP DE BARJAC	X	
BALAZUC Thierry	LACHAPELLE S/S AUBENAS	X	
LACROIX Bernard	LARGENTIÈRE	X	
BACCONNIER Jean-Claude	SIVOM OLIVIER DE SERRES	X	
BALMELLE Robert	BERRIAS-ET-CASTELJAU	X	
FLAMBEAUX Patrice	LABEAUME		Pouvoir à ARCHIMBAUD Patrick
SOUBEYRAND Jacky	AUBENAS	X	
CHASTAGNIER Geneviève	JOYEUSE	X	
BOYER Joël	UCEL	X	
GROS Cyril	LABÉGUDE	X	
LLORCA Patricia	ST-JULIEN-DU-SERRE		Pouvoir à BOYER Joël
CHARRIER Nicolas	CHASSIERS		
CARON Christian	RUOMS	X	
COROMINA Jean	VALLON-PONT-D'ARC		
VÉOL Christophe	LALEVADE D'ARDECHE		Pouvoir à GROS Cyril

A été élu secrétaire de séance : M. Jean-Manuel GARRIDO, 1^{er} vice-président.

**OBJET : 2.1.1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE – RESSOURCES HUMAINES
DE TRAVAIL BASE 1607 H**

(La présente délibération a été soumise à l'examen du Bureau en vertu de l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales et de la délibération du comité syndical en date du 28 septembre 2020).

La loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a organisé la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1 607 heures.

Un délai d'un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents.

La définition, la durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1 607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

Ce principe d'annualisation garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Ainsi, les cycles peuvent varier en fonction de chaque service ou encore en prenant en considération la nature des fonctions exercées.

Le temps de travail peut également être annualisé notamment pour les services alternant des périodes de haute et de faible activité.

Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1 607 heures
- La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Le président propose à l'assemblée de fixer le temps de travail à 1 600 h, octroyant ainsi à l'ensemble des agents 26 jours de congés, dont 1 jour supplémentaire pour les sujétions liées à la nature des missions du SEBA. Ces missions impliquent des horaires décalés, des astreintes, et parfois des travaux dangereux et pénibles.

Les cycles de travail au sein du SEBA seraient au choix des agents : 35h ou 37 h hebdomadaires avec attribution de jours d'ARTT, sur 5 jours ou 4,5 jours sur une semaine ou 4,5 jours sur 2 semaines.

Le comité technique a rendu un avis favorable à la majorité (une abstention) dans sa séance du 22 juin 2021.

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents ou représentés, le bureau syndical décide de :

- **FIXER** le temps de travail à 1607 h,
- **OCTROYER** 26 jours de congés dont 1 jour supplémentaire de sujétions.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

Le président,

Jean PASCAL